



(BnF) Bibliothèque nationale de France



Cofinancé par  
l'Union européenne

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**  
**passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique**  
**ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (AE-CCP)**

**OPERATION** : Construction d'un pôle de conservation pour la Bibliothèque nationale de France à Amiens

**OBJET DU MARCHÉ** : Missions géotechniques G2 AVP-PRO – G4

**TITULAIRE** : .....

**N° de Marché** : .....

Date : **Janvier 2025**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 – Objet du marché</b>	<b>6</b>
<b>Article 2 – Intervenants</b>	<b>6</b>
1.2.1 - Maîtrise d'ouvrage :	6
1.2.2 – Mandataire	7
1.2.3 - Maîtrise d'œuvre :	7
<b>Article 3 – Mode de passation du marché</b>	<b>7</b>
<b>Article 4 – Pièces constitutives du marché</b>	<b>7</b>
<b>Article 5 – Obligations générales du titulaire</b>	<b>8</b>
<b>Article 6 - Contenu détaillé des prestations</b>	<b>8</b>
<b>Article 7 – Conditions d'exercice des prestations</b>	<b>8</b>
<b>Article 8 - Sous-traitance</b>	<b>9</b>
<b>Article 9 – Travail dissimulé - Production des documents visés au Code du travail.</b>	<b>9</b>
<b>Article 10 – Montant du marché – Contenu des prix</b>	<b>10</b>
10.1. Contenu des prix	10
10.2. Montant du marché	10
<b>Article 11 – Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement</b>	<b>11</b>
11.1. Nature des prix	11
11.2 - Mode d'établissement des prix du marché :	11
11.3 - Choix de l'index de référence :	11
11.4 - Modalités de révision des prix	11
11.5 – Modalités de règlement des comptes	11
<b>Article 12 – Durée– délais d'exécution – pénalités</b>	<b>14</b>
12-1 – durée - délais d'exécution	14
12-2 – pénalités	14
12.2.1 – Retard dans la remise des prestations objet du marché	15
12.2.2 - Travail dissimulé	15
12.2.3 – Sous-traitance	15
12.2.4 – Production des attestations d'assurance	15
<b>Article 13 – Retenue de garantie</b>	<b>15</b>
<b>Article 14 – Cession de créance</b>	<b>15</b>
<b>Article 15 – Décision de poursuivre</b>	<b>16</b>

<b>Article 16 – Résiliation – Mesures coercitives</b>	<b>16</b>
<b>16.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	<b>16</b>
<b>16.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire</b>	<b>17</b>
<b>16.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques</b>	<b>17</b>
<b>Article 17 – Achèvement de la mission</b>	<b>17</b>
<b>Article 18 – Avance</b>	<b>17</b>
<b>Article 19 – Différends et litiges</b>	<b>18</b>
<b>Article 20 – Assurances</b>	<b>18</b>
<b>Article 21 – Déclaration</b>	<b>18</b>
<b>Article 22 - Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles</b>	<b>18</b>
<b>Article 23 - Dérogations</b>	<b>19</b>

***A remplir par le candidat, ENTREPRISE UNIQUE***

**CONTRACTANT :**

La société ..... dont le siège social est à .....,

Représentée par .....,

Numéro SIRET : .....,

Numéro RCS : .....,

Code NAF (anciennement APE) : .....,

TVA intracommunautaire : .....,

Téléphone : .....,

Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : .....,

désigné ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché ou de l'accord-cadre suivantes, listées à l'article 4 du présent AECCP et conformément à leurs clauses, engage la société sur la base de son offre à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Le candidat déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.
- 2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le délai de validité de mon offre est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

**A remplir par les contractants du GROUPEMENT D'ENTREPRISES SOLIDAIRE/CONJOINT  
(A PRECISER).**

**CONTRACTANT :**

Le groupement d'entreprises **conjoint/solidaire (A préciser)** :

**1<sup>er</sup> co-contractant - MANDATAIRE**

La société ..... dont le siège social est à .....  
Représentée par .....  
Numéro SIRET : .....  
Numéro RCS : .....  
Code NAF (anciennement APE) : .....  
TVA intracommunautaire : .....  
Téléphone : .....  
Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : .....

**2<sup>ème</sup> co-contractant**

La société ..... dont le siège social est à .....  
Représentée par .....  
Numéro SIRET : .....  
Numéro RCS : .....  
Code NAF (anciennement APE) : .....  
TVA intracommunautaire : .....  
Téléphone : .....  
Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : .....

**3<sup>ème</sup> co-contractant**

La société ..... dont le siège social est à .....  
Représentée par .....  
Numéro SIRET : .....  
Numéro RCS : .....  
Code NAF (anciennement APE) : .....  
TVA intracommunautaire : .....  
Téléphone : .....  
Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : .....

désignés ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché ou de l'accord-cadre suivantes, listées à l'article 4 du présent AECCP et conformément à leurs clauses, engage l'ensemble des membres du groupement sur la base de l'offre du groupement à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.
- 2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- 3)

**Le délai de validité** de notre offre est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

L'entreprise ..... est le mandataire des entrepreneurs du groupement titulaire conjoint / solidaire. (*Entourer la mention*)

(*Préciser en cas de groupement conjoint :*) Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché.

## Article 1 – Objet du marché

L'objet du marché est la réalisation des missions géotechniques G2 AVP-PRO et G4 pour la conception et la construction d'un pôle de conservation pour la Bibliothèque nationale de France à Amiens conformément à la norme NF P 94-500 – classification des missions géotechniques types.

Les missions géotechniques s'effectueront en 3 phases :

- Phase 1 ; Mission G2 AVP
- Phase 2 : Mission G2 PRO
- Phase 3 : Mission G4 – Supervision géotechnique d'exécution.

### *L'opération :*

L'opération a pour objet la construction d'un pôle de conservation de la Bibliothèque nationale de France à Amiens d'une superficie utile d'environ 11 000m<sup>2</sup>. Le projet est situé sur le site de l'ancien Centre Hospitalier Nord (CHU Nord) sur une parcelle de 3,5ha.

Ci-dessous un plan masse du projet :



Le projet comporte deux bâtiments :

1. Une grande halle robotisée qui accueillera les documents/fonds de la Bibliothèque nationale de France ainsi qu'un espace de consultation qui pourra accueillir du public
2. Un second bâtiment qui abritera les espaces de travaux avec les quais de déchargement, les ateliers de restauration et les bureaux du personnel.

## Article 2 – Intervenants

### *1.2.1 - Maîtrise d'ouvrage :*

Le maître d'ouvrage est la Bibliothèque nationale de France (BnF)

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

### 1.2.2 – Mandataire

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément à la convention de mandat du 19 février 2024 est :

L'Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture (OPPIC)

30 rue du château des Rentiers

CS 61336

75647 Paris Cedex 13

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « l'acheteur ».

### 1.2.3 - Maîtrise d'œuvre :

Elle est assurée par le groupement suivant :

- TVK – Architecte mandataire
- Carmody Groarke – Architecte
- Ingerop - Bureau d'études fluides/thermique/VRD/BIM/Acoustique/environnement
- EVP Ingénierie – Bureau d'études structures
- VPEAS Economiste – Economiste de la construction
- Buro Happold Limited – Bureau d'études environnement/thermique
- Willhey Ltd – Bureau d'études intralogistique

ci-après dénommé « le maître d'œuvre ».

La mission du maître d'œuvre comprend la conception et le suivi de la réalisation des travaux de construction d'un centre de conservation pour la Bibliothèque nationale de France (BnF) à Amiens.

En complément de la mission de base au sens de l'article R2131-4 du code de la commande publique, il est confié au maître d'œuvre les missions complémentaires suivantes :

- Mission coût global et exploitation-maintenance
- Mission d'EXE partielle
- Traitement de la signalétique définitive
- Accompagnement au 1% artistique
- Validation des diagnostics.

## Article 3 – Mode de passation du marché

Le présent marché est un marché passé selon une procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

## Article 4 – Pièces constitutives du marché

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- Le présent document faisant office d'acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières et ses annexes :
  - annexe 1 : désignation de sous-traitant
  - annexe 2 : organigramme et composition de l'équipe chargée de la mission
  - annexe 3 - Système informatique de gestion financière des marchés (Ediflex)
  - annexe 4 – planning prévisionnel de l'opération
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) composé de deux cahiers des charges distinct :
  - Cahier des charges mission géotechnique G2 AVP / PRO et ses annexes :
    - Annexe 1 : Rapport de diagnostic géotechnique G1 PGC
    - Annexe 2 : Pièces graphiques architecte (APS) et perspectives (ESQ)
    - Annexe 3 : Dossier structure (APS)
    - Annexe 4 : Emprise carrières souterraines connues
  - Cahier des charges études géotechniques VRD et ses annexes :

- Annexe 1 : Un plan masse projet de l'aménagement extérieur au stade actuel des études APS. (PDF et DWG)
  - Annexe 2 : Une localisation des infiltrations des eaux pluviales envisagées
  - Annexe 3 : Un plan topographique de l'existant
- La décomposition du prix global et forfaitaire en euros suivant le cadre imposé,
  - Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021,

Pour les documents généraux, les documents sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 11 du présent document.

#### Article 5 – Obligations générales du titulaire

La parcelle est actuellement occupée par le CHU Nord d'Amiens.

L'accès à la parcelle a lieu depuis la 4 rue Emile Lesot. Il appartient au géotechnicien avant la remise de son offre de visiter les lieux et de prendre connaissance de toutes les dispositions et contraintes pour assurer la mise en œuvre de son matériel sur le site ainsi que la faisabilité des sondages.

Le Bureau d'Études Géotechnique est réputé connaître la situation et les conditions d'accès au site ainsi que toutes les sujétions qui en résultent. Le géotechnicien veillera à contacter le maître d'ouvrage pour modalité d'accès à la parcelle.

Les autorisations d'usage du domaine public, si cela s'avère nécessaire, seront sollicitées par le Bureau d'Études Géotechnique qui fera son affaire de leur obtention auprès des différentes autorités ou services publics intéressés.

La mission demandée est de type G2 AVP/PRO selon la norme NF P 94-500 de novembre 2013.

Le rapport d'étude géotechnique comprendra : La fourniture des notes techniques donnant les méthodes d'exécution retenues pour les ouvrages géotechniques (notamment terrassements, soutènements, fondations), certaines notes de calcul de dimensionnement de niveau projet.

La mission demandée inclut également une mission G4.

#### Article 6 - Contenu détaillé des prestations

Le contenu des prestations à réaliser est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières. La prestation sera scindée en 3 phases, selon la classification présentée dans la norme NF P 94-500:

- Phase 1 : G2 AVP – Etude géotechnique de conception
  - G2 AVP – bâtiment
  - G2 AVP – VRD
- Phase 2 : G2 PRO – Etude géotechnique de conception
  - G2 PRO – bâtiment
  - G2 PRO – VRD
- Phase 3 : G4 – Supervision géotechnique d'exécution

#### Article 7 – Conditions d'exercice des prestations

Le titulaire s'engageant à une obligation de réaliser une mission de type G2 AVP/PRO ainsi qu'une mission G4 selon la norme NF P 94-500 de novembre 2013. Il lui appartient de définir en fonction des informations fournies par le maître d'ouvrage, les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Le titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.



## Article 8 - Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et articles R. 2193-1 et suivants) et les articles R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12 sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe 4 au présent marché.

A défaut, le représentant du maître d'ouvrage pourra récuser le sous-traitant proposé.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le représentant du maître d'ouvrage exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au représentant du maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à [l'article 12.2.3](#) du présent document.

### Directive pour la rédaction de cette clause

- Cette clause est obligatoire (prendre a ou b, EN RAYANT LA MENTION INUTILE)

- le montant correspondant à la différence entre le montant du marché et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées, doit toujours être indiqué.

a) Je n'envisage pas de sous traiter.

b) Cas d'un titulaire unique : l'annexe n° 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) céder ou présenter en nantissement.

c) Cas d'un groupement titulaire : l'annexe 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

L'annexe n°1 au présent marché constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à cette annexe est de :

EURO HT.

## Article 9 – Travail dissimulé - Production des documents visés au Code du travail.

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du maître d'ouvrage, tous les

six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

## Article 10 – Montant du marché – Contenu des prix

### 10.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du document, suivant l'article 9.1 CCAG-Travaux, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle et sa responsabilité civile décennale.

### 10.2. Montant du marché

Sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de **janvier 2025** – mois m0 -, le montant de la rémunération de la mission est de : (montant en euros, en chiffres et en lettres)

#### **Montant total de la mission en euros :**

HT : .....  
TVA : .....  
TTC : .....

Soit en toutes lettres et hors taxes :

#### **Montant de la phase 1, G2-AVP (bâtiment & VRD), en euros :**

HT : .....  
TVA : .....  
TTC : .....

Soit en toutes lettres et hors taxes :

#### **Montant de la phase 2, G2-PRO - (bâtiment & VRD), en euros :**

HT : .....  
TVA : .....  
TTC : .....

Soit en toutes lettres et hors taxes :

#### **Montant de la phase 3, G4, en euros :**

HT : .....  
TVA : .....  
TTC : .....

Soit en toutes lettres et hors taxes :

La décomposition de ces prix figure dans le devis.

## Article 11 – Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement

### 11.1. Nature des prix

Les prix du marché sont révisables.

### 11.2 - Mode d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à [l'article 10](#) du présent document.

### 11.3 - Choix de l'index de référence :

L(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa (leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est BT01 publié au Bulletin officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

### 11.4 - Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables suivant la formule suivante :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = Po [0,15 + 0,85 (im-4/Im0-4) ]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- Po est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (Im0-4) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (Im-4).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

### 11.5 – Modalités de règlement des comptes

Selon l'article R. 2192-12 du Code de la commande publique, la date de réception par le représentant du maître d'ouvrage de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Chaque phase pourra faire l'objet d'un paiement partiel définitif.

L'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après : l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

<b>Mission géotechnique</b>	
<b>Phase 1 : G2-AVP (bâtiment et VRD)</b>	80% à la remise du rapport 20% à la validation
<b>Phase 2 : G2-PRO (bâtiment et VRD)</b>	80% à la remise du rapport 20% à la validation
<b>Phase 3 : G4</b>	au prorata d'avancement de la mission

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCGA-Travaux, la gestion des décomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe n° 3 du présent AE-CCP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable.

Par dérogation à l'article 13 du CCGA-Travaux, la gestion des décomptes du titulaire sera gérée de la façon suivante :

Etat périodique :

L'état périodique établi par le titulaire indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base.

L'acheteur accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique. Acompte périodique : Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au titulaire est déterminé par l'acheteur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération.
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du titulaire ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 11 ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus.

L'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le représentant du maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, à l'établissement bancaire suivant :

A) Titulaire unique ou groupement solidaire titulaire avec paiement sur compte unique

--

**INSERER RIB ICI**

Toutefois, le représentant du maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros.

**B) Groupement conjoint ou solidaire titulaire – Paiement sur comptes bancaires séparés**

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)*

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

1<sup>er</sup> cotraitant – Mandataire

**INSERER RIB ICI**

2<sup>ème</sup> cotraitant

**INSERER RIB ICI**

3<sup>ème</sup> cotraitant

**INSERER RIB ICI**

Toutefois, le représentant du maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros.

Article 12 – Durée- délais d'exécution – pénalités

12-1 – durée - délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire.  
Le délai d'exécution du marché court à compter de la notification du marché.  
Le délai prévisionnel d'exécution du marché est de :

- Phase 1 G2 AVP : 2 mois
- Phase 2 G2 PRO : 2 mois
- Phase 3 : G4 : 10 mois

Le présent marché ne comporte pas de période de préparation.

12-2 – pénalités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans

l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-Travaux, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 18.2. du CCAG-Travaux, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable du titulaire :

#### 12.2.1 – Retard dans la remise des prestations objet du marché

En cas de retard dans la remise des prestations objet du marché, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit : 100 € HT.

#### 12.2.2 - Travail dissimulé

Sur demande écrite du représentant du maître d'ouvrage, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à [l'article 9](#) du présent document (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité journalière de 50 € HT sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du maître d'ouvrage aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

#### 12.2.3 – Sous-traitance

Conformément à [l'article 8](#) du présent document, le titulaire est tenu de communiquer au maître d'ouvrage le ou les contrats de sous-traitance dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à 3.5.1.5 du CCAG-Travaux, la pénalité suivante sera appliquée : 100 € HT par jour de retard.

#### 12.2.4 – Production des attestations d'assurance

Conformément à [l'article 21](#) du présent document, le titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 60 € HT par jour de retard.

### Article 13 – Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

### Article 14 – Cession de créance

#### A) Titulaire unique ou groupement titulaire avec paiement sur compte unique

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourra céder est de en hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

- en euros HT : : .....

Conformément à l'article R. 2191-54 du Code de la commande publique et aux articles L 313-23 à L 313-34 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable de l'OPPIC.

## B) Groupement titulaire – Paiement sur comptes bancaires séparés

Le montant maximal de la créance que le groupement titulaire pourra céder est de en hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

- 1<sup>er</sup> cotraitant – Mandataire

Montant en euros HT : .....

- 2<sup>ème</sup> cotraitant

Montant en euros HT : : .....

- 3<sup>ème</sup> cotraitant

Montant en euros HT : : .....

Conformément à l'article R. 2191-54 du Code de la commande publique et aux articles L 313-23 à L 313-34 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable de l'OPPIC.

### Article 15 – Décision de poursuivre

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à la conclusion d'un avenant, soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par le représentant du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage, deux mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le représentant du maître d'ouvrage peut soit conclure un avenant avec le titulaire, soit notifier au titulaire une décision de poursuivre les travaux. La décision de poursuivre les travaux fixe le nouveau montant des travaux. Le titulaire est alors tenu d'exécuter les travaux à hauteur du montant des travaux fixé par la décision. Le dépassement du nouveau montant des travaux donne lieu à la même procédure que celle définie dans le présent article pour le dépassement du montant contractuel des travaux.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux et après notification d'une décision de poursuivre, le titulaire ne peut s'opposer à l'exécution de travaux, de l'espèce définie au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux, prescrits par ordre de service que s'il établit que le montant cumulé des travaux prescrits depuis la notification de la décision de poursuivre excède le dixième du montant des travaux fixés par la décision.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, le représentant du maître d'ouvrage peut notifier au titulaire une décision de diminution du montant des travaux.

### Article 16 – Résiliation – Mesures coercitives

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-Travaux (articles 50 à 52) avec les précisions et dérogations suivantes :

#### 16.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 50.4 du CCAG-Travaux, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subi éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).



### 16.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 47.2 du CCAG-Travaux, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 15%. Le pourcentage d'abattement est fixé à (pourcentage à préciser) %, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), i) et j) de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

### 16.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 52 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 48.3 du CCAG-Travaux, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

### 16.4 – Arrêt de l'exécution des prestations

Au terme de chaque phase, l'acheteur se réserve le droit de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

## Article 17 – Achèvement de la mission

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du prestataire.

## Article 18 – Avance

Une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le titulaire est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003.

☐ Oui

☐ Non

JE (NOUS) REFUSE (REFUSONS) de percevoir l'avance prévue à l'article **(à préciser)** du CCAP (ou CCP **à préciser**).

J' (NOUS) ACCEPTE (ACCEPTONS) de percevoir l'avance prévue à l'article (**à préciser**) du CCAP (ou CCP **à préciser**).  
(*raier la mention inutile*).

#### Article 19 – Différends et litiges

Le tribunal administratif compétent est celui d'Amiens pour tous différends et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

#### Article 20 – Assurances

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles ainsi que décennales. Il remettra au représentant du maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché l'attestation où devront figurer :

- les sommes assurées,
- les franchises,
- les taux des primes.

#### Article 21 – Déclaration

Par la signature du présent document, après avoir pris connaissance des documents qui y sont mentionnés et après avoir établi la déclaration prévue à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :

**Affirme** sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs et frais et risques ou aux torts exclusifs et frais et risques de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

#### Article 22 - Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

##### § 1. Le traitement des données essentielles du marché public

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

##### §. 2 Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le Titulaire peut s'adresser à Mme la cheffe du service des ressources humaines et des moyens généraux, Déléguée de la Protection des Données de l'OPPIC.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

#### Article 23 - Dérogations

Par dérogation à l'article **CCAG-Travaux**, il n'est pas établi de liste récapitulative des dérogations au CCAG.

Le titulaire

Est acceptée la présente offre

A Paris, le .....

	<b>PARTIE RÉSERVÉE A L'ADMINISTRATION</b>
--	---

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement et cahier des clauses particulières.

Le présent document comporte les annexes énumérées ci-après :

annexe 1 – acte de sous-traitance

annexe 2 – organigramme et composition de l'équipe chargée de la mission

annexe 3 - Système informatique de gestion financière des marchés (Ediflex)

Visa de l'instance de contrôle

La représentante du maître d'ouvrage

A , Le

A Le

## MISE AU POINT

A l'occasion de la mise au point du marché public ou de l'accord-cadre, les modifications ci-dessous sont apportées aux stipulations contenues dans les pièces constitutives du marché public ou de l'accord-cadre.

Nature du document concerné et numéro de l'article modifié <sup>1</sup>	Nature de la modification apportée <sup>2</sup>

### F - Signature de la mise au point.

Signature du candidat retenu :

Nom, prénom et qualité  
du signataire (\*)

A \_\_\_\_\_, le

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

A \_\_\_\_\_, le

La représentante du maître d'ouvrage

---

<sup>1</sup> Exemple : CCTP article 3.

<sup>2</sup> Exemple : « la deuxième phrase est remplacée par ..... ».